

Violences urbaines dans les quartiers sensibles* (extrait)

par Sophie Body-Gendrot

Dès qu'il se produit un fait divers dans les quartiers sensibles, un accrochage entre des bandes de jeunes et la police, un rodéo qui tourne mal, les médias français, les hommes politiques, les journalistes, voire certains chercheurs évoquent le syndrome américain de la violence dans les ghettos. Pourquoi ce phénomène ? Pourquoi comparer la France, pays de taille moyenne, fortement centralisé et qui n'avoue pas ouvertement son multiculturalisme, aux États-Unis ? Ces parallèles rapides entre les quartiers français défavorisés et les ghettos américains ont-ils quelque fondement ? Le terme ghetto est-il approprié ? Et la criminalité que nous avons décrite pour le cas américain s'apparente-t-elle à ce que les professionnels français appellent les « violences urbaines » ?

Définissons-les d'abord. Il s'agit d'actions faiblement organisées de jeunes agissant collectivement contre des biens et des personnes liés en général aux institutions dans des quartiers dits sensibles. La commissaire Bui-Trong aux Renseignements généraux dirige la section « Villes et quartiers » et reçoit tous les jours des informations relatives aux désordres qui s'y produisent. Elle affine la description de cette violence dite urbaine : « Collective, ouverte et provocatrice, [elle] est à la fois destructrice (incendies d'écoles et d'infrastructures socio-éducatives, rodéos, tapage), émotionnelle (attroupements hostiles, émeutes), spectaculaire, parfois ludique, très souvent crapuleuse (razzias, vols avec violence, rackets, vols à l'étalage), toujours juvénile. » Ces caractéristiques s'expliquent par la jeunesse des auteurs qui vivent en cercle fermé et se livrent à des surenchères de « jeux » dangereux pour eux-mêmes et pour autrui. « [La violence urbaine] prend deux formes totalement distinctes, en fonction des lieux dans

lesquels elle se déroule. Certains délits sont commis en centre-ville, dans les centres commerciaux, dans les transports en commun par des bandes mobiles, de type " zoulou ", composées essentiellement de jeunes en provenance de banlieues parfois lointaines. Typiquement francilien, ce phénomène a fait son apparition à Lyon également, et se rattache à la culture américaine (tenues vestimentaires, rap, tag, smurf, idéologie anti-Blancs). Par ailleurs, des phénomènes de type anarchisant, émotionnel se déroulent au sein de certains quartiers sensibles, de la part de jeunes appartenant en majorité à la " seconde génération ", agissant sous forme de groupes, instables, éphémères... et développant une sous-culture de quartier hostile aux représentants des institutions. » Ces précisions montrent que les violences urbaines ne se confondent pas avec la seule délinquance des mineurs (rouler en état d'ébriété dans une voiture volée n'est pas une violence urbaine) ni avec les incivilités qui ne sont pas des infractions punissables par le Code pénal.

Pendant longtemps, les pouvoirs publics ont refusé de faire le lien entre l'insécurité et les conditions dans ces grands ensembles, bâtis à la hâte en périphérie urbaine pour y loger les familles ouvrières. Certes, en 1977, le rapport de la commission Peyrefitte a ouvert un débat sur la violence, la criminalité et la délinquance. Il constatait une « soudaine montée de la violence en France [qui] s'inscrit dans les chiffres de la criminalité », l'apparition d'« un sentiment d'insécurité général » et pointait les dysfonctionnements des cités où existaient des tensions entre les habitants. Cent cinq recommandations ont été avancées :

- Dix-huit propositions prônaient une croissance plus harmonieuse des cités, la mixité



sociale des habitants, l'intégration des cités par rapport à la ville, la nécessaire appropriation de leur habitat et de leur quartier par les habitants. Elles n'ont été que partiellement entendues.

- Quatre propositions suggéraient de déterminer les effectifs minimaux des forces de police pour que les besoins en sécurité des citoyens soient satisfaits ; d'instituer de petits postes de police de quartier et de recourir à l'ilotage ; de rechercher l'efficacité avec des matériels mieux adaptés ; d'améliorer la relation entre police et citoyens en informant mieux sur l'action de la première ; d'approfondir la formation professionnelle et civique des fonctionnaires.

Au rapport Peyreffite qui politisait le débat à droite a succédé, à gauche, le rapport Bonnemaison sur le sentiment d'insécurité en 1982. Au moyen de budgets appropriés, il proposait la mise en œuvre d'outils de prévention : transfert vers les collectivités locales de missions de police, accueil du public dans les commissariats, formation des policiers, développement prioritaire de l'ilotage, allègement des dispositifs policiers lors des manifestations de rue et des rassemblements sportifs, amélioration de la dissuasion préventive plutôt que l'intervention intensive des CRS, rapprochement entre élus et police dans les Commissions communales de prévention de la délinquance. Ces différentes mesures montraient que le sentiment d'insécurité des citoyens avait été compris et que l'on souhaitait y remédier. Pourtant, seize ans plus tard, comment ne pas avoir l'impression d'être confronté à la même réalité ? Nous pourrions même reprendre à notre compte la réflexion du sociologue afro-américain Kenneth Clark devant la commission Kemer, réunie par le Président Johnson à la suite des grandes émeutes raciales des années soixante : « Je lis ce rapport... sur les émeutes de Chicago en 1919 et c'est comme si je lisais le rapport de la commission d'enquête sur les troubles à Harlem en 1935, le rapport de la commission d'enquête sur les troubles à Harlem en 1943, le rapport de la commission Mc Cone sur les émeutes à Watts. Je dois sincèrement vous dire, Membres de la commission, qu'on se croit dans Alice au pays des

merveilles, avec le même film qu'on nous repasse éternellement: même analyse, mêmes recommandations, même inaction » Mais, si la violence fait partie de la culture américaine, la société française, elle, la refuse à grand renfort de gestes symboliques. Le Président Mitterrand se rend le 3 mai 1995 sur les bords de Seine pour y déposer un bouquet de muguet après la noyade d'un Marocain par des skinheads; le ministre de l'Education nationale, François Bayrou, impose une réflexion nationale dans les écoles après l'assassinat d'un adolescent en 1996 ; et des études sont demandées aux chercheurs pour esquisser une politique contre les violences à l'école.

Et pourtant la violence urbaine fait partie des préoccupations majeures de nos contemporains. En 1998, elle inquiète huit Français sur dix. 82 % des Français pensent que les violences dans les villes et les banlieues ont atteint un niveau angoissant jamais connu auparavant. 70 % des moins de vingt-cinq ans, 93 % des plus de soixante-cinq ans confirment ce diagnostic. 66 % des sondés estiment qu'il faut renforcer massivement la présence de la police pour améliorer la sécurité dans les quartiers sensibles. Un tiers d'entre eux et 41 % des moins de trente-cinq ans attendent d'un gouvernement de gauche qu'il fasse mieux que les gouvernements de droite précédents (contre 31 %). On ne saurait négliger ces perceptions, même si elles grossissent la réalité. En effet, selon l'INSEE, seulement 5 % des Français de vingt-cinq ans et plus affirment avoir été victimes de violences, y compris verbales. Neuf fois sur dix l'agresseur était connu ou identifié par la victime.

L'exaspération de l'opinion vient du fait que l'insécurité urbaine frappe les plus démunis, les plus âgés et les plus pauvres de nos concitoyens. Elle est nourrie par le témoignage des conducteurs, des policiers et des pompiers dans les cités, par les dégradations des autobus ou de tout autre espace collectif, par les attaques contre les institutions. L'émotion est sans cesse réactivée par les médias. Dans ce climat d'inquiétude, chaque fait divers produit un électrochoc dans l'ensemble du pays.



Les institutions, cible de la violence dans les quartiers français

Dès la fin des années soixante-dix, la violence de jeunes s'est manifestée sporadiquement sur quelques territoires précarisés. Puis, au début des années quatre-vingt, les rodéos des Minguettes et les affrontements entre jeunes et police ont fait découvrir à l'opinion « la crise des banlieues ». Ce phénomène n'a plus véritablement quitté l'actualité et s'est accentué alors que perdurait la crise économique, durement ressentie dans les anciens quartiers ouvriers désormais voués à l'agonie. La politique de la Ville mise en place par le nouveau ministre de la Ville en 1990 a sous-estimé la gravité de la situation : on a traité une crise

majeure avec des outils mineurs et à coups de dispositifs inflationnistes. La dispersion des dispositifs destinés à impliquer la société dans la solution de ses problèmes a été perçue comme un désengagement de l'État en matière sociale, tandis que son pouvoir de régulation continuait symboliquement à s'exercer pour le maintien de l'ordre. Or, c'est là que le maillon a cédé et que s'est révélée la crise d'autorité d'un État soumis aux coups de boutoir de l'économie mondiale, de la complexité de tâches contradictoires et de la montée des individualismes.

Des statistiques inquiétantes

La violence s'est progressivement banalisée, « dans les banlieues » - le terme est impropre puisque certains quartiers sensibles sont situés dans la ville comme à Marseille ou à Strasbourg. Les chiffres des Renseignements généraux, signalant la gravité des incidents selon une échelle de Richter à huit niveaux (voir tableaux 23 et 24, infra), font état en 1995 de 684 quartiers à l'échelon 1 (délits attentatoires à la qualité de la vie) et de 18 à l'échelon 8 jets de pierres contre les forces de l'ordre et les employés du service public, guets-apens, émeutes, tirs d'armes à feu).

En 1997, un millier de quartiers sont classés au niveau un et le nombre de ceux qui se situent entre les échelons 7 et 8 est en augmentation (dans ces endroits, les guets-apens contre les forces de police et autres agents sont minutieusement préparés). Selon un document statistique établi par la

direction centrale de la Sécurité publique, au cours de l'année 1997 et dans quinze départements, les agressions contre les policiers ont crû de 6 %, et celles contre les commerçants, de 14 %. Les affrontements entre bandes, qu'elles soient ou non armées, sont en recrudescence, ainsi que les détériorations ou les incendies des locaux de la poste, des installations de l'EDF-GDF (+ 44 %). Des centaines d'attaques à l'aide de voitures béliers et plus de deux mille attaques contre les policiers ont été recensées. « Que peuvent trois, cinq, dix ilotiers au milieu de trente-cinq tours, douze mille âmes et 25 % de chômeurs ? Comment chasser la peur qui a plaqué des rideaux de fer aux fenêtres de la crèche et qui oblige maintenant la police municipale à suivre la tournée du facteur ? » s'exclame Laurent Davenas, procureur à Ivry. (...)



Indicateurs de la violence des quartiers sensibles

Degrés	Formes caractéristiques
1	Vandalisme sans connotation anti-institutionnelle Razzias dans les commerces Rodéos de voitures volées puis incendiées Délinquance crapuleuse en bande contre des particuliers (racket, dépouille) Rixes, règlements de comptes entre bandes
2	Provocations collectives contre les vigiles Injures verbales et gestuelles contre les adultes du voisinage, les porteurs d'uniforme, les enseignants Vandalisme furtif anti-institutionnel (contre écoles, postes de police, voitures des professeurs, locaux publics)
3	Agressions physiques anti-institutionnelles sur porteurs d'uniforme (contrôleurs, pompiers, militaires, vigiles) et sur les enseignants
4	Attroupements lors d'interventions de police Menaces téléphoniques aux policiers Lapidation des voitures de patrouille Manifestations devant les commissariats Chasses aux dealers
5	Attroupements vindicatifs, freinant les interventions Invasion du commissariat Traffics divers visibles (recel, drogue)
6	Agressions physiques contre les policiers Attaque ouverte du commissariat Guets-apens contre les policiers, « pare-chocages »
7	Vandalisme ouvert, massif : saccage de vitrines, de voitures, jets de cocktails Molotov Escalade rapide, durée brève
8	Saccage et pillages, agressions de particuliers, affrontements avec les forces de l'ordre Guérilla, émeute



Les tentatives d'explication globales

1) L'approche structurelle qui fonde la singularité française porte le blâme sur la société. En accord avec elle, 63 % des Français sont convaincus que l'absence de travail et le chômage constituent la première des causes explicatives des violences urbaines. Ils soulignent le manque de perspective qui pousse les jeunes désœuvrés à la révolte. La moitié d'entre eux mettent en avant la démission des parents, mais ils ne sont que 13 % dans le sondage de janvier 1998 à accuser les défaillances du système scolaire, 12 % le manque d'action de l'État, 10 % les médias, 6 % les défaillances de la police.

L'insistance sur les effets du chômage et de la précarité des emplois participe de la démarche d'analyse structurelle : les nouvelles logiques d'emploi sont porteuses de segmentation, de fractures, à l'image d'une ville qui ne peut plus prétendre à la réconciliation. Des populations cumulant des handicaps économiques, sociaux et culturels se trouvent concentrées dans les mêmes espaces bétonnés, dégradés, souvent « à la marge » de la ville. A l'entassement dans ces grands ensembles de populations d'origine française et étrangère peu qualifiées - les « normaux inutiles », pour reprendre l'expression de R. Castel -, s'ajoute la carence des services publics, particulièrement en matière de sécurité. Tous ces phénomènes tendent à se cumuler dans des quartiers dépréciés de l'extérieur, souvent dénigrés de l'intérieur et porteurs de conflictualité sociale. Les classes moyennes (avec un revenu de 13 700 francs par mois pour une famille et de 11 000 francs pour un salarié, soit 60 % de la population) sont désormais devenues des classes anxieuses, selon le mot de R. Reich, susceptibles de basculer dans la pauvreté et elles partagent l'inquiétude des 20 % les plus pauvres dans les quartiers sensibles.

2) Le diagnostic macro-sociologique déplore l'élargissement de la fracture sociale en raison de la perte du lien symbolique entre des catégories reléguées et les autres nantis d'un capital

économique, social et culturel. Selon cette perspective, ce serait l'absence de propositions faites aux jeunes des quartiers, le manque de projets communs qui les inciteraient à casser et à détruire. Où sont le rêve, le sens, l'identité républicaine auxquels on leur demande d'adhérer ? Si on leur répond « école, emploi et SICAV, remarque un enseignant, ne soyez pas surpris que, demain, cela explose encore ». La sociologue Véronique de Rudder ajoute : « Comment les majorités ou leurs élites peuvent-elles exiger des catégories sociales les plus démunies et les plus isolées qu'elles restaurent un " lien social " ? C'est au mieux contradictoire : produisez une utopie, semblent-elles dire, que nous aurons ensuite le privilège de refuser... Dans un rapport asymétrique, la charge du désenclavement semble porter sur les épaules des seuls dominés, laissant aux dominants l'illusion d'être extérieurs à la question, le pouvoir d'accepter ou de rejeter et la possibilité de continuer de « blâmer les victimes »

3) L'approche psychologique part du constat suivant fréquemment repris par les juges pour enfants : les jeunes agresseurs ont souvent été agressés par le passé. Agresseurs et agressés sont les mêmes personnes et leur perception des valeurs nous est devenue étrangère. « Tout se joue dans un aller-retour entre mépris et provocation. L'autre est en soi une provocation : ces jeunes n'ont pas conscience d'autrui comme d'un semblable. Ils sont méprisants, mais à la mesure du mépris dont ils sont l'objet. Plus ils se sentent déconsidérés et moins l'autre a d'existence », remarque J. Bordet. « À partir de cette spirale, les rapports deviennent explosifs », observe un juge du tribunal pour enfants de Nanterre. Le rapport à l'autre est brouillé : si l'on n'a pas de considération pour soi-même, on ne peut accorder à l'autre la place qui lui revient. À ce contexte social problématique, s'ajoute un manque de référents familiaux, pourtant nécessaires à la structuration de la personnalité. La famille en crise ne peut ou n'a pas su transmettre à l'enfant un sentiment de sécurité.



4) La violence peut être également perçue comme un pouvoir dans une vie sans pouvoir, une vie où l'on ne sera jamais quelqu'un ailleurs que sur un bout de territoire relégué. D'où des bagarres collectives, voire des lynchages pour défendre ou annexer un territoire, des phénomènes d'autodestruction récurrents. Pour un chef de projet, chargé de mettre en œuvre la politique de la ville à Saint-Denis, « tout le monde voudrait ignorer les quartiers, les transformer en ghettos, en milieu clos inexistant pour les autres, que cela ne fasse pas partie de la ville, que cela reste en marge, à côté, ailleurs, à l'étranger ». Mais, comme le remarquait un des chefs des Black Panthers dans les années soixante, « nous avons le pouvoir de priver l'Amérique blanche d'un bien très précieux, la tranquillité sociale ». Et un autre d'ajouter après les émeutes de Watts à Los Angeles en 1965: « Nous avons obligé le monde entier à faire attention à nous. Le chef de police est venu ici pour la première fois, et le maire qui, jusqu'ici, n'avait jamais quitté son hôtel de ville . » Les adolescents ont compris que les émeutes et les intimidations sont payantes : quelques voitures brûlées devant les caméras de télévision attirent plus l'attention que tous les rapports d'experts. S'opposer aux symboles d'autorité, c'est exister et retourner la violence d'une société qui exclut. Il suffit de casser pour devenir visible et entrer rapidement dans le jeu politique. Ce sont les plus entreprenants, ceux qui ne veulent pas sombrer dans l'exclusion qui s'expriment par la violence. Dans cette perspective instrumentale, les violences contre les institutions ont pour fonction a priori d'affirmer leur résistance au sein de la démocratie. Lorsque des municipalités passent sous la coupe du Front national, plus aucune agression n'est enregistrée contre les machinistes : faut-il s'en réjouir ? Le problème du comment, qui punir et à quelles fins est au cœur de la démocratie locale. Ceux qui ne se battent plus sont déjà endormis devant leur télévision à longueur de journée, prisonniers de la « défonce » ou passés dans l'économie parallèle. « Toute une classe d'âge a son avenir bouché et ça fait peur », s'indignait le sociologue Christian Bachmann. La crois-

sance d'une pauvreté de masse dans une société de plus en plus riche est explosive. D'où les tentatives, remarque-t-on, pour acheter la paix sociale avec les emplois-jeunes, le RMI, le recrutement d'agents d'ambiance, la cooptation des « grands frères » pour des tâches de gardiennage et de police parallèles. Toutes ces mesures ne traitent pas les causes de la violence et ne permettent pas aux jeunes d'être des interlocuteurs critiques, ce qui aurait été possible en les intégrant, par exemple, dans la représentation politique, associative ou sociale, comme ont su le faire les Américains, après les étés chauds des années soixante.

5) Enfin, un autre type d'explication globale repose sur la difficulté de cohabitation de populations socialement homogènes mais qui refusent de mêler leurs identités. L'exclusion, s'il faut reprendre ce terme, n'est pas seulement un phénomène statique, mais est produite et reproduite socialement, politiquement, économiquement, idéologiquement. Les pratiques sont interprétées à l'aide de lunettes bi- ou multifocales par des sujets pensant et agissant simultanément à plusieurs niveaux (l'immeuble, le grand ensemble, la ville, le pays), a fortiori s'ils ont migré d'un pays à l'autre, de la campagne à la ville, d'une région à l'autre, lorsqu'ils sont, comme on le dit facilement, entre deux cultures. Dans les quartiers, les populations qui coexistent présentent toutes un malaise visible. Les habitants les plus enracinés tentent de poursuivre une trajectoire qui leur permettra une promotion sociale et investissent logement et voisinage. La proximité de groupes marginalisés ou plus récemment installés leur apparaît non plus comme une « gêne », mais comme une menace individuelle et collective, identitaire et statutaire, notent les sociologues. Des frontières réelles ou imaginaires sont ainsi instituées par les différents groupes et ce découpage de l'espace (cages d'escalier, immeubles, grands ensembles, pavillons, etc.) fonde en fait l'identité. Dans les lieux négativement connotés, à forte homogénéité sociale, les différenciations culturelles sont survalorisées.



Une hiérarchie entre les relations sociales s'établit alors, qui tente de compenser la représentation que les populations ont de leur propre marginalisation. Il est bon de se rappeler que des conflits de ce type ont eu lieu aux États-Unis à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Petits Blancs et minorités raciales logées dans des espaces contigus s'affrontaient à propos du Logement, des écoles, des transports et des emplois. Dans les États du Nord-Est, le départ massif des Blancs vers la périphérie a résolu les problèmes, mais des conflits subsistent ailleurs entre immigrants et minorités, en particulier en Californie. Ils n'ont souvent aucune base objective et ne manifestent qu'une résistance au risque de disqualification et de marginalisation. En France, les marginalisés anciennement implantés dans un quartier prennent pour cible les jeunes d'origine étrangère, images d'une identité fragmentée et figures emblématiques d'un devenir inacceptable. Plus les jeunes d'origine étrangère s'intègrent et deviennent

semblables, plus ils apparaissent menaçants. La culture devient alors l'ultime facteur de différenciation, qui, dans d'autres pays, va se traduire en termes ethniques ou raciaux. « Rien ne va. On ne peut pas s'entendre. On n'a pas les mêmes goûts, les mêmes habitudes. [...] Alors on ne peut pas être d'accord, on n'est pas d'accord [...] sur rien », rapporte une mère de famille interrogée par A. Sayad. Le vacarme des enfants, l'occupation intempestive de l'espace, les odeurs sont autant de manières de contester la légitimité des immigrés et de leurs enfants à être près de soi. Le sentiment d'abandon et d'impuissance des habitants anciennement installés est partagé par des jeunes gens à qui la société refuse toute perspective d'avenir valorisant. Ces frustrations génèrent une conflictualité sociale porteuse de violence et d'extrémisme. Qui sont les interlocuteurs de ces populations ? Les non-réponses ne peuvent que favoriser le développement de « communalismes possessifs » et de profondes discordes.

